



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
14 décembre 2015
Français
Original : espagnol

Comité des droits de l'homme

Communication n° 2358/2014

Décision adoptée par le Comité à sa 115^e session (19 octobre-6 novembre 2015)

<i>Communication présentée par :</i>	G.C. A.A. (représenté par un conseil, Pedro Montano)
<i>Au nom de :</i>	L'auteur
<i>État partie :</i>	Uruguay
<i>Date de la communication :</i>	16 mars 2012 (date de la lettre initiale)
<i>Références :</i>	Décision prise par le Rapporteur spécial en application des articles 92 et 97 du Règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 18 mars 2014 (non publiée sous forme de document)
<i>Date de la décision :</i>	2 novembre 2015
<i>Objet :</i>	Déroulement de la procédure dans une affaire pénale
<i>Question(s) de procédure :</i>	Incompatibilité avec les dispositions du Pacte ; griefs non étayés
<i>Question(s) de fond :</i>	Droit à la vie ; détention arbitraire ; procédure irrégulière ; principe <i>non bis in idem</i> ; interdiction de la discrimination et égalité devant la loi
<i>Article(s) du Pacte :</i>	2, 6, 7, 9, 14, 15 et 26
<i>Article(s) du Protocole facultatif :</i>	2



Annexe

Décision du Comité des droits de l'homme au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115^e session)

concernant la

Communication n° 2358/2014*

Présentée par : G. C. A. A. (représenté par un conseil, Pedro Montano)

Au nom de : L'auteur

État partie : Uruguay

Date de la communication : 16 mars 2012 (date de la lettre initiale)

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 2 novembre 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 2358/2014, présentée par G. C. A. A. en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Décision concernant la recevabilité

1. L'auteur de la communication est G. C. A. A., de nationalité uruguayenne, né en 1928. Il se déclare victime de la violation par l'Uruguay des droits qu'il tient des articles 2, 6, 7, 9, 14, 15 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹. L'auteur est représenté par un conseil.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur rappelle que le 27 juin 1973, dans le cadre d'un conflit interne, le Président de l'Uruguay a dissous les deux chambres du Parlement avec le soutien des forces armées et a institué un régime « civil et militaire » qui est resté au pouvoir jusqu'au 28 février 1985. En novembre 1975, quelques États de la région, dont l'État partie, ont adopté une stratégie concertée de défense connue sous le nom d'« Opération Condor » pour lutter,

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Ahmed Amin Fathalla, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujlall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

¹ Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 23 mars 1976.

d'après l'auteur, contre des mouvements guérilleros et terroristes. En sa qualité de général, l'auteur a exercé les fonctions de commandant en chef de l'armée en 1978 et 1979. Ensuite, du 1^{er} septembre 1981 au 1^{er} janvier 1985, il a été président de facto de l'État partie.

2.2 En 1984, voulant mettre en place un régime démocratique, les forces armées, les partis politiques et le Mouvement de libération nationale-Tupamaros (MLN-T) ont conclu un accord appelé le « Pacte du Club naval », qui prévoyait notamment l'adoption de dispositions qui ont été concrétisées plus tard par l'approbation des lois n° 15737 (loi d'amnistie) et n° 15848 (loi relative à l'extinction de l'action publique), le 8 mars 1985 et le 22 décembre 1986, respectivement.

2.3 La loi n° 15737 prévoyait « l'amnistie de toutes les infractions politiques, des infractions de droit commun et des infractions militaires connexes, commises à partir du 1^{er} janvier 1962 ». La loi n° 15848 disposait que « l'action publique est éteinte pour les infractions commises avant le 1^{er} mars 1985 par des membres de l'armée et de la police pour des motifs politiques ou dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement d'actions ordonnées par des personnes qui occupaient des fonctions de commandement à l'époque ». La loi n° 15848 habilitait le pouvoir exécutif à décider si une affaire entrait dans le champ d'application de cette loi et prévoyait, si tel était le cas, que le juge devait clore et classer l'affaire.

2.4 L'auteur affirme qu'entre 1985 et 2005, les deux lois ont été appliquées et que la Cour suprême a confirmé à maintes reprises la constitutionnalité de la loi n° 15848. De surcroît, deux référendums sur cette loi ont été organisés, en 1986 et en 2009, et la majorité des votants s'est prononcée contre son abrogation lors du premier référendum, et contre son annulation lors du deuxième.

2.5 L'auteur affirme qu'à partir de 2005, le pouvoir exécutif a été dominé par un parti politique composé de membres des groupes que le régime au pouvoir entre 1973 et 1985 avait combattus et qu'à compter de cette date, les autorités du pouvoir exécutif ont utilisé la faculté que la loi elle-même leur conférait pour ouvrir des enquêtes et engager des actions pénales concernant les infractions commises par des membres des forces armées et de la police entre 1973 et 1985, au motif que ces infractions n'étaient pas couvertes par la loi n° 15848. L'auteur souligne que, d'un autre côté, les autorités de l'État partie ont appliqué les dispositions de la loi n° 15737 qui, à son avis, est favorable aux membres des groupes que le régime « civil et militaire » avait combattus.

2.6 Le 25 septembre 2006 a été promulguée la loi n° 18026 relative à la coopération avec la Cour pénale internationale en matière de lutte contre le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, dans laquelle est affirmée l'imprescriptibilité de l'infraction de disparition forcée, entre autres infractions. Cette loi définit notamment le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ainsi que le crime de disparition forcée.

2.7 Le 16 mai 2007, des membres des familles de personnes disparues ont déposé une plainte contre plusieurs dirigeants du gouvernement civil et militaire, dans laquelle ils affirmaient que des membres de leur famille étaient victimes de disparition forcée intervenue lors de transfèrements effectués clandestinement par des membres des forces armées en 1977 et 1978. Dans ce contexte, une procédure pénale a été engagée contre l'auteur devant le dix-neuvième tribunal pénal de première instance (tribunal n° 19). Le 17 décembre 2007, le tribunal n° 19 a ordonné l'inculpation de l'auteur et son placement en détention provisoire, avec une autre personne, pour disparition forcée. Il a motivé sa décision d'ordonner le placement en détention provisoire par la nature et la gravité des faits reprochés et par leurs incidences sur le milieu social. Au procès, le ministère public a requis la condamnation de l'auteur pour plusieurs infractions de disparition forcée qui auraient été commises en 1977 et 1978, en Argentine, dans le cadre de l'Opération Condor. Dans ses

déclarations, l'auteur a notamment affirmé qu'il n'était pas au courant de la présence de nationaux uruguayens dans des centres de détention clandestins situés en Uruguay ou à l'étranger, ni de la participation de militaires uruguayens à des opérations menées en Argentine et que, de toute manière, les militaires qui étaient ses subordonnés ne s'étaient pas rendus en Argentine. Le tribunal n° 19 a néanmoins conclu qu'au moment des faits, il existait un appareil de pouvoir organisé composé de membres du gouvernement civil et militaire, et que l'auteur ne pouvait pas ignorer l'exécution de tels actes, puisqu'il assumait la fonction de commandant en chef de l'armée en 1978 et qu'en tant que tel, il faisait partie du haut commandement.

2.8 Le 21 octobre 2009, le tribunal n° 19 a condamné l'auteur à vingt-cinq ans d'emprisonnement pour homicide spécialement aggravé, en concours réel, de 37 victimes. Le tribunal a considéré que le fait que les corps des victimes n'aient pas été retrouvés et qu'il était impossible de déterminer exactement les circonstances des disparitions n'empêchait pas de conclure que ces victimes avaient été assassinées et étaient mortes. D'un autre côté, l'accusation du chef de disparition forcée présentée par le ministère public ne pouvait pas prospérer parce que cette infraction avait été qualifiée par l'article 21 de la loi n° 18026, laquelle ne pouvait pas s'appliquer à des faits survenus avant son entrée en vigueur, en vertu du principe de la non-rétroactivité de la loi pénale. Néanmoins, le tribunal a aussi relevé que les faits, « commis sous le gouvernement de facto dans un contexte de terrorisme d'État et de façon systématique, massive et planifiée, comme la disparition forcée, les homicides ... comportent des pratiques considérées en droit international comme des crimes contre l'humanité, qui sont imprescriptibles et qui doivent être impérativement jugés par tous les États » ; que les dispositions relatives à la prescription, qui visaient à empêcher les enquêtes sur les violations graves des droits de l'homme et le jugement et la sanction des responsables, étaient inadmissibles en droit international, de sorte que l'État ne pouvait pas les invoquer pour s'exonérer de l'obligation de juger et de punir les responsables. De plus, même en vertu des dispositions pénales internes, la prescription ne s'appliquait pas aux infractions dont l'auteur était inculqué puisque le délai de prescription aurait dû commencer à courir à partir du 1^{er} mars 1985 étant donné que, pendant les années où le régime était en place, entre 1973 et 1985, il était impossible d'exercer la moindre action en justice en cette matière. Enfin, le délai de prescription devait être prorogé d'un tiers, conformément à l'article 123 du Code pénal, en raison de la dangerosité de l'auteur qui ressortait de la gravité des faits et de la nature des mobiles.

2.9 En ce qui concerne l'appréciation des éléments de preuve, le tribunal a considéré qu'au vu des éléments utilisés au procès, de la charge que l'auteur occupait en tant que membre de l'état-major et du haut commandement de l'armée en 1977 et 1978, et des informations à caractère public disponibles à l'époque des faits qui constituaient la matière du procès, il devait conclure que l'auteur avait connaissance des actions menées par des membres des forces armées dans ce qui a été appelé la guerre contre la subversion et qu'à tout moment il y avait clairement participé, étant donné les pouvoirs que lui conférait son autorité. De plus, l'auteur avait signé l'ordonnance 7438, le 8 mars 1978, portant interdiction de la compartimentation de l'information dans le contexte des actions des forces armées, et l'ordonnance 7777, le 3 juillet de la même année, par laquelle il assumait la responsabilité de tous les faits accomplis par ses subordonnés dans le cadre de ce qui a été appelé la lutte contre la subversion. Le tribunal a donc conclu que le faisceau de preuves était suffisant pour lui permettre d'établir la responsabilité pénale de l'auteur.

2.10 Le parquet a fait appel du jugement en ce qui concernait la qualification des faits, c'est-à-dire l'infraction d'homicide et non pas de disparition forcée. L'auteur a lui aussi interjeté appel devant la cour d'appel en matière pénale n° 2 (cour d'appel). Il a répété ses arguments et fait valoir notamment que le rôle qu'il avait joué par des actes matériels dans la mort des victimes n'avait pas été prouvé, qu'on ne pouvait lui attribuer les faits qu'en l'inculpant d'infraction par omission, question qui n'était pas analysée dans le jugement

attaqué, qu'il n'était pas au courant des faits qui lui étaient reprochés, puisque ceux-ci avaient commencé avant qu'il n'assume la charge de commandant en chef de l'armée en 1978, et qu'il y avait prescription pour l'infraction d'homicide, qui n'était pas considérée comme un crime contre l'humanité. L'auteur a aussi allégué qu'on ne pouvait établir sa responsabilité dans les faits en invoquant la notion de la participation indirecte, qui supposait en effet un élément de volonté préalable à la commission de l'infraction, dont les preuves administrées ne permettaient pas de déduire l'existence.

2.11 Le 26 août 2010, la cour d'appel a examiné dans le détail les éléments de preuve produits au procès et confirmé la culpabilité de l'auteur pour homicide spécialement aggravé en concours réel. Toutefois elle a annulé la condamnation prononcée en première instance concernant le degré de participation et a condamné l'auteur en tant que coauteur des infractions jugées. D'une manière générale, en ce qui concernait le commencement du délai de prescription pour l'infraction d'homicide, la cour a conclu que la prorogation du délai d'un tiers, conformément à l'article 123 du Code pénal, était applicable.

2.12 L'auteur s'est pourvu en cassation auprès de la Cour suprême et a répété ses griefs. En date du 22 août 2011, la Cour suprême a rejeté le pourvoi. L'auteur affirme qu'avec cette décision, tous les recours internes ont été épuisés.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme qu'il est victime de violations par l'État partie des articles 2, 6, 7, 9, 14, 15 et 26 du Pacte.

3.2 L'auteur se réfère à la loi n° 15848, qui dispose que « l'action publique est éteinte » et affirme que la Cour suprême a déclaré la constitutionnalité de ce texte dans divers arrêts et que les électeurs l'ont confirmée à deux reprises, par référendum. Or, par un acte administratif, l'application de la loi dans son affaire a été refusée. De plus, les procédures judiciaires engagées dans l'État partie contre des membres des forces armées ont été conduites sans que soient respectés des principes élémentaires du droit pénal, comme la prescription pénale, la non-rétroactivité de la loi pénale, la chose jugée et le *non bis in idem*. Dans son cas, les preuves produites au procès n'étaient pas solides et il a été condamné sur la base de déclarations de témoins qui étaient partiaux et d'informations contenues dans des enquêtes de journalistes et des publications également partiales, en violation du droit à une procédure régulière et du droit d'être jugé par un tribunal impartial. Les preuves avaient été recueillies sans que les garanties judiciaires soient respectées, sans que son avocat puisse en prendre connaissance et sans qu'il y ait de certitude sur leur authenticité ou leur provenance. L'auteur affirme qu'à toutes les audiences les mêmes témoins ont comparu, et qu'ils étaient tous d'anciens détenus des forces armées. Il ajoute qu'il y a eu renversement de la charge de la preuve et qu'on ne l'a pas autorisé à présenter des preuves ni à consulter son dossier avant d'ordonner la privation de liberté. Il a été estimé que l'ordonnance 7777 avait valeur d'aveu, alors qu'il s'agissait d'une manifestation publique visant à maintenir la cohésion du commandement de l'armée. L'auteur ajoute que les autorités judiciaires n'ont pas pris en considération la disposition de l'article 10 du Code pénal qui régit le principe de territorialité et exclut l'application de la loi uruguayenne aux infractions commises à l'étranger. De plus, d'importantes erreurs ont été commises concernant la fonction qu'occupait l'auteur au moment des faits et son grade dans l'armée. L'auteur ajoute que, dans la majorité des procès conduits contre des militaires et des policiers, la procureur avait exprimé ouvertement son hostilité à l'égard des forces armées et ne pouvait pas exercer ses fonctions de manière indépendante et impartiale.

3.3 L'auteur fait valoir que les actions engagées contre lui étaient prescrites en vertu des articles 117 et 119 du Code pénal, que le juge aurait dû s'abstenir de les connaître, et que la procureur aurait dû demander le non-lieu. Or, les tribunaux ont décidé arbitrairement que le délai de prescription devait commencer à courir à partir du 1^{er} mars 1985, alors qu'il

n'existait aucune disposition établissant cette règle. Contrairement à l'avis du tribunal pénal n° 19, l'auteur affirme qu'avant cette date les tribunaux étaient libres d'examiner toute affaire dans l'État partie. Il ajoute que, même si l'on prend la date du 1^{er} mars 1985 comme commencement du délai de prescription, l'infraction d'homicide pour laquelle il a été jugé était prescrite en 2005. Or les tribunaux ont retenu pour lui la notion de dangerosité, définie à l'article 123 du Code pénal afin de proroger le délai de prescription pour cette infraction. Compte tenu de son âge et du fait qu'il ne s'est jamais soustrait à la justice, l'auteur considère que l'application de cet article à son cas est illégale et arbitraire.

3.4 L'auteur souligne que l'imprescriptibilité des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité est établie par la loi n° 18026 qui est entrée en vigueur le 25 septembre 2006. Par conséquent, ce texte ne pouvait pas être appliqué à des faits qui s'étaient produits avant cette date. L'auteur ajoute que la Constitution de l'Uruguay consacre le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale et que, par conséquent, la loi n° 18026 du 25 septembre 2006 ne pouvait pas lui être appliquée puisque les faits pour lesquels il avait été jugé s'étaient produits une trentaine d'années auparavant. Il affirme qu'on lui a appliqué rétroactivement la procédure prévue dans cette loi, ce qui l'a mis dans une situation de désavantage par rapport aux plaignants et au ministère public.

3.5 L'auteur affirme que la règle de la chose jugée et le principe *non bis in idem* ont été violés, étant donné que, dans la procédure engagée contre lui, au terme de laquelle il a été condamné en 2009, il n'a pas été tenu compte des procédures antérieures, où les mêmes faits et les mêmes personnes avaient été jugés, et qui avaient abouti au classement des plaintes en application de la loi n° 15848. À ce sujet, l'auteur se réfère à une procédure engagée devant le premier tribunal pénal de première instance (affaire n° 87-10103/2002) dans laquelle il avait été poursuivi pour homicide, affaire qui avait été classée.

3.6 L'auteur indique qu'il avait demandé à exécuter sa peine d'emprisonnement en régime d'assignation à domicile, et que cela lui a été refusé. Les articles 127 et 131 du Code de procédure pénale (adoptés par la loi n° 17897 du 14 novembre 2005 relative à la liberté provisoire et la libération anticipée) prévoient la possibilité pour le juge de décider l'assignation à domicile pour les condamnés âgés de plus de 70 ans. Néanmoins, en vertu des dispositions de l'article 9.1 de la loi n° 17897, cette possibilité n'est pas applicable à ceux qui, comme c'est le cas de l'auteur, ont été condamnés pour homicide avec les circonstances aggravantes prévues aux articles 311 et 312 du Code pénal. L'auteur affirme que cette disposition a été promulguée expressément pour l'exclure du bénéfice du régime de l'assignation à domicile. Il souligne qu'en raison de son âge, la condamnation à vingt-cinq ans d'emprisonnement équivalait dans la pratique à la réclusion à perpétuité.

3.7 Enfin, l'auteur affirme que l'État partie applique différemment les lois n° 15737 et n° 15848. À la différence de la loi n° 15737, qui est appliquée sans exception, dans la loi n° 15848, il faut que le pouvoir exécutif détermine pour tous les faits visés dans la procédure s'ils entrent ou non dans le champ d'application de la loi. À partir de l'année 2005, l'application de cette loi à des militaires en activité ou à la retraite, en particulier par le pouvoir judiciaire, a été subordonnée à des critères et à des interprétations normatives exceptionnels qui ne sont pas appliqués aux autres citoyens, ce qui constitue une violation de plusieurs dispositions constitutionnelles.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 En date du 22 mai 2014, l'État partie a fait parvenir ses observations sur la recevabilité de la communication. Il affirme que celle-ci doit être déclarée irrecevable parce qu'elle est manifestement dénuée de fondement et constitue un abus du droit de présenter une communication *ratione materiae*.

4.2 L'État partie affirme que l'auteur a été jugé dans le respect de toutes les garanties d'une procédure régulière et par des tribunaux civils indépendants et impartiaux, selon les règles de l'état de droit.

4.3 L'auteur a été privé de liberté par une décision judiciaire rendue par un juge compétent, conformément à la loi ; il a été défendu par l'avocat de son choix et a bénéficié de toutes les facilités nécessaires pour préparer et exercer sa défense, produire des preuves et étudier les preuves présentées par le ministère public. Il a également pu former tous les recours prévus par la loi.

4.4 L'État partie se réfère à toutes les fonctions que l'auteur a occupées dans les forces armées à partir de 1971 et souligne que celui-ci a fait partie du gouvernement civil et militaire et qu'il a été responsable des violations les plus graves et les plus systématiques des droits de l'homme, constituées par des disparitions forcées, des actes de torture, des exécutions extrajudiciaires et des détentions arbitraires et illégales perpétrées dans le cadre de la dictature civile et militaire qui avait sévi en Uruguay entre 1973 et 1985.

4.5 L'État partie indique qu'il a pris des mesures spéciales pour protéger la vie et l'intégrité physique de l'auteur à chaque transfèrement dans les tribunaux compétents, ainsi qu'au moment où le jugement et la condamnation à une peine d'emprisonnement ont été prononcés. Pour des raisons touchant à la protection de sa sécurité personnelle, le Ministère de l'intérieur a décidé que l'auteur exécuterait sa peine dans un établissement carcéral spécial.

4.6 L'État partie affirme que l'auteur n'est pas un « prisonnier politique » et qu'il a été condamné pour homicide aggravé, en concours réel d'infractions pour la mort de 37 victimes.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité

5.1 En date du 16 juin 2014, l'auteur a répondu aux observations de l'État partie concernant la recevabilité de la communication. Il maintient que sa communication satisfait aux critères de recevabilité, répète ses allégations et affirme que celles-ci n'ont pas été réfutées par l'État partie dans ses observations.

5.2 L'auteur allègue que l'État partie l'a rendu responsable de toutes les violations des droits de l'homme commises en Uruguay sous le gouvernement civil et militaire, ce qui démontre le caractère politique du jugement et de la condamnation. Il souligne aussi que les faits n'ont pas été jugés pendant les vingt années de démocratie qui ont précédé l'arrivée au pouvoir, en 2007, d'un gouvernement composé principalement de membres des mouvements opposés au régime qui avait dirigé l'État partie dans les années 1970.

5.3 L'auteur allègue qu'on le rend responsable de l'homicide de 37 personnes, alors que la plupart de ces personnes avaient été placées en détention à Buenos Aires entre 1977 et 1978 par des individus qui n'étaient pas sous son commandement. À ce sujet, il indique que les autorités judiciaires n'ont pas tenu compte des normes de l'administration et de la subordination militaire, ni des responsabilités correspondant à chaque rang.

5.4 L'auteur affirme que les règles du procès équitable n'ont pas été respectées. La procureur chargée de l'affaire n'était pas impartiale parce qu'elle avait été liée aux mouvements opposés au régime qui était au pouvoir dans l'État partie dans les années 1970 et qu'elle a fait obstruction au travail de sa défense, ce pourquoi ses avocats ont démissionné en décembre 2007. De plus, l'auteur signale que les infractions pour lesquelles il a été jugé étaient prescrites et que les lois pénales lui ont été appliquées rétroactivement. Pendant son procès, des membres du pouvoir exécutif s'étaient réjouis du fait qu'il était

poursuivi et avaient fait des déclarations l'accusant d'être le principal responsable des pires violations des droits de l'homme commises par l'État partie.

5.5 L'auteur considère que sa plainte ne constitue pas un abus du droit de présenter une communication puisqu'il a épuisé les recours internes et que les conditions de recevabilité définies dans le Protocole facultatif et le règlement intérieur du Comité sont réunies.

Observations de l'État partie sur le fond

6.1 En date du 15 janvier 2015, l'État partie a fait parvenir ses observations sur le fond de la communication et a de nouveau indiqué que celle-ci devait être déclarée irrecevable parce qu'elle présentait des affirmations d'ordre général qui n'étaient reliées à aucune disposition du Pacte et que l'auteur n'y faisait pas valoir le moindre argument convaincant à l'appui de ses griefs. L'État partie soutient que ces affirmations ne reflètent que le désaccord de l'auteur avec les décisions judiciaires dont il a fait l'objet.

6.2 L'État partie indique que le procès pénal de l'auteur n'avait aucune motivation politique et qu'il a été conduit conformément à la législation pénale ordinaire, c'est-à-dire aux dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale et à d'autres règles applicables à son cas, et dans le respect de la Constitution, de la Convention américaine relative aux droits de l'homme et du Pacte.

6.3 L'auteur a été condamné à vingt-cinq ans d'emprisonnement en toute légitimité et dans le respect des lois en vigueur et des normes internationales, et à la mesure de la gravité des crimes commis et des préjudices causés. Il a toujours pu se faire assister par les avocats de son choix et quand il l'a demandé il a obtenu un défenseur au titre de l'aide juridictionnelle.

6.4 Tout au long de la procédure, l'auteur a été traité de la même manière que n'importe quel autre inculpé. Les garanties d'une procédure équitable ont toutes été respectées, y compris le droit à des recours utiles de la part de la défense. Toutefois, nombre des griefs que l'auteur expose dans sa communication, comme l'impossibilité de présenter des preuves ou le manque d'indépendance ou d'impartialité de la représentante du parquet, n'ont jamais été soulevés devant les organes judiciaires de l'État partie, par exemple au moyen d'une demande d'annulation de l'action engagée ou de récusation de la procureur.

6.5 Les tribunaux de l'État partie ont établi la responsabilité pénale de l'auteur en se fondant sur des preuves documentaires, des témoignages et d'autres formes de preuve prévues par les articles 137 et 147 du Code de procédure pénale, qui ont été produits pendant la procédure.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie concernant le fond

7.1 Par une lettre du 4 mars 2015, l'auteur a fait parvenir ses commentaires sur le fond de la communication et a fait valoir une nouvelle fois les griefs qu'il avait déjà présentés.

7.2 L'auteur réaffirme que les poursuites engagées contre lui avaient clairement un caractère politique et qu'il a été condamné pour des faits accomplis en Argentine par des personnes qui n'étaient pas sous ses ordres. Il affirme qu'il n'a pas participé à ce qui a été appelé l'Opération Condor, qu'il n'existe pas de preuves contre lui et que les poursuites dont il a fait l'objet ont été menées dans un esprit de revanche. En 1972, l'auteur avait été victime de deux attentats. Mais c'était son frère et son assistant personnel qui, par erreur, avaient été tués.

7.3 L'auteur ajoute que la procureur saisie de l'affaire a donné son avis sur le procès dans divers médias et qu'aucune mesure disciplinaire n'a été prise contre elle. Il affirme que les autres magistrats qui sont intervenus dans son procès ont obtenu des postes importants dans l'administration après sa mise en accusation.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

8.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

8.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

8.3 Le Comité note que l'auteur a été condamné par le tribunal n° 19, qu'il a fait appel du jugement de condamnation devant la cour d'appel et qu'ensuite, le 22 août 2011, la Cour suprême a rejeté son pourvoi en cassation. Le Comité note aussi que l'État partie n'a pas soulevé d'objection en ce qui concerne l'épuisement des recours internes. Par conséquent, il conclut que rien ne s'oppose à l'examen de la communication au titre du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

8.4 Le Comité relève que l'auteur a invoqué l'article 2 du Pacte et note qu'il affirme que son procès pénal, ainsi que la façon dont la législation pénale a été appliquée et l'adoption par l'État partie de nouvelles dispositions juridiques, comme la loi n° 17897, répondaient à des considérations politiques. Le Comité rappelle sa jurisprudence et réaffirme que les dispositions de l'article 2, qui définissent les obligations générales des États parties, ne peuvent pas être invoquées isolément dans une communication présentée en vertu du Protocole facultatif. Il considère par conséquent que les griefs de l'auteur à ce sujet ne sont pas recevables conformément à l'article 2 du Protocole facultatif².

8.5 Le Comité note que l'auteur a invoqué les articles 6 et 7 du Pacte et prend note de ses griefs selon lesquels, bien qu'il ait plus de 86 ans, les autorités ont rejeté sa demande de placement en régime d'assignation à domicile pour l'exécution de sa peine de vingt-cinq ans de privation de liberté, peine qui, compte tenu de son âge, équivaut à la réclusion à perpétuité. Le Comité relève toutefois que les autorités judiciaires ont fixé la peine de l'auteur conformément à la loi et en fonction de la gravité des infractions commises et du préjudice causé, et note que la loi n° 17897 relative à la liberté provisoire et à la libération anticipée donne au juge la possibilité de décider l'assignation à domicile ou d'autres mesures de substitution à l'incarcération pour les prévenus et les condamnés, pour raisons de santé. En outre, il relève que l'auteur n'a pas expliqué au Comité pourquoi il considère que l'exécution de la peine dans un établissement carcéral pourrait entraîner un risque pour sa vie ou un traitement contraire aux obligations imposées à l'article 7 du Pacte. Par conséquent, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ce grief aux fins de la recevabilité et conclut que cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.6 Le Comité note aussi que l'auteur a invoqué l'article 9 du Pacte et prend note de ses griefs selon lesquels son placement en détention était illégal et le tribunal n° 19 avait décidé de manière arbitraire de ne pas appliquer la loi n° 15848. Il prend aussi note des arguments de l'État partie qui affirme que l'auteur a été privé de liberté par une décision judiciaire, rendue par un juge compétent, dans le respect de la loi, qu'il a bénéficié de toutes les garanties nécessaires et qu'il a eu la possibilité de former tous les recours prévus par la loi. Le Comité note que l'auteur a été placé en détention provisoire le 17 décembre 2007 sur ordre du tribunal n° 19 et que, dans sa communication, il s'est limité à présenter des

² Voir les communications n° 1887/2009, *Peirano Basso c. Uruguay*, constatations adoptées le 19 octobre 2010, par. 9.4, et n° 802/1998, *Rogerson c. Australie*, constatations adoptées le 3 avril 2002, par. 7.9.

allégations générales. Par conséquent, le Comité considère que ce grief n'a pas été suffisamment étayé, aux fins de l'article 2 du Protocole facultatif, et il déclare cette partie de la communication irrecevable en vertu dudit article.

8.7 En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, le Comité prend note des allégations de l'auteur qui met en cause l'impartialité des autorités judiciaires au motif qu'il a été reconnu coupable et condamné sur la foi de déclarations de témoins partiaux, qu'il y a eu un renversement de la charge de la preuve, et qu'il a été condamné sans aucune preuve accréditant sa participation aux infractions qui lui étaient reprochées. L'auteur ajoute que les tribunaux n'ont pas déclaré prescrit l'homicide pour lequel il avait été jugé, conformément aux articles 117 et 119 du Code pénal, mais ont décidé arbitrairement que le délai de prescription commençait à courir à partir du 1^{er} mars 1985 et qu'il fallait appliquer à l'auteur la notion de dangerosité, prévue à l'article 123 du Code pénal, afin de proroger d'un tiers le délai de prescription pour cette infraction. Le Comité prend également note des affirmations de l'État partie qui objecte que l'auteur a été jugé au pénal dans le respect de toutes les garanties judiciaires et par des tribunaux indépendants et impartiaux, que certains de ses griefs, dont le manque d'indépendance et d'impartialité de la procureur chargée de l'affaire, n'ont jamais été présentés par l'auteur devant les juridictions nationales au moyen de recours ouverts, comme une demande de récusation, et que les tribunaux ont conclu à sa culpabilité après avoir examiné et apprécié tous les moyens de preuve qui démontraient cette culpabilité.

8.8 Le Comité relève que, pour cette partie de la communication, les allégations de l'auteur portent principalement sur l'appréciation des faits et des preuves et sur l'application de la loi interne par les tribunaux de l'État partie. Il rappelle sa jurisprudence et réaffirme qu'il appartient généralement aux juridictions des États parties d'apprécier les preuves dans une affaire donnée, ou d'appliquer la législation interne, sauf s'il peut être établi que cette appréciation ou cette application a été manifestement arbitraire ou a constitué une erreur ou un déni de justice³. Le Comité a examiné les documents présentés par l'auteur, notamment les décisions du tribunal n° 19, de la cour d'appel et de la Cour suprême, en date du 21 octobre 2009, du 26 août 2010 et du 22 août 2011, et considère que ces pièces ne montrent pas que les procédures conduites ont été entachées de telles irrégularités. Il considère également que la décision de faire courir le délai de prescription à partir du 1^{er} mars 1985 n'a pas été arbitraire puisqu'elle avait été prise en tenant compte du fait que c'est à cette date que la démocratie avait été rétablie dans l'État partie, qu'avant cette date, dans la pratique, les autorités judiciaires ne pouvaient pas agir en bénéficiant de toutes les garanties et libertés, et en considérant la gravité des faits jugés, qui pouvaient constituer des violations graves des droits de l'homme reconnus dans le Pacte et dans d'autres instruments internationaux. Par conséquent, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé, aux fins de la recevabilité, ses griefs de violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte et que cette partie de la communication est donc irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.9 Le Comité prend note des allégations de l'auteur qui affirme qu'il n'a pas pu exercer son droit à la défense parce que les preuves à charge avaient été recueillies sans que les garanties judiciaires soient respectées, sans que la défense puisse les étudier et sans qu'il y ait la moindre certitude au sujet de leur authenticité ou de leur provenance. Le Comité note que l'auteur n'a pas expliqué en quoi son droit à la défense avait été restreint pendant le procès pénal et que ses griefs ne sont étayés par aucun document qui laisse présumer que le droit à la défense a été en effet restreint par les autorités de l'État partie. Il estime donc que

³ Voir les communications n° 1616/2007, *Manzano et consorts c. Colombie*, décision adoptée le 19 mars 2010, par. 6.4, et n° 1622/2007, *L. D. L.P. c. Espagne*, décision adoptée le 26 juillet 2011, par. 6.3.

l'auteur n'a pas suffisamment étayé ce grief aux fins de la recevabilité, et conclut que celui-ci est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.10 Le Comité note que l'auteur affirme qu'en violation du paragraphe 7 de l'article 14 du Pacte, la procédure engagée contre lui, qui a abouti à sa condamnation en 2009, n'a pas tenu compte du fait que des procédures antérieures, dans lesquelles les mêmes personnes avaient été jugées pour les mêmes faits, avaient été classées en application de la loi n° 15848, sur la prescription extinctive. Le Comité note toutefois que rien dans les éléments versés au dossier ne permet de conclure que la responsabilité de l'auteur a été déterminée deux fois pour les mêmes faits, constitutifs de la même infraction commise contre les 37 victimes de l'affaire jugée par le tribunal n° 19. De fait, même si les deux procédures avaient été liées aux mêmes personnes et aux mêmes faits, la première ne s'était pas achevée par une déclaration d'innocence ou de culpabilité. Par conséquent, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ce grief aux fins de la recevabilité et conclut que cette partie de la plainte est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.11 Le Comité prend note des griefs concernant l'article 15 du Pacte exprimés par l'auteur, qui affirme que l'imprescriptibilité des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité est établie par la loi n° 18026 qui est entrée en vigueur le 25 septembre 2006 et que, dans son cas, la procédure prévue dans cette loi a été appliquée de manière rétroactive. Il relève que le tribunal n° 19 a condamné l'auteur pour un crime d'homicide spécialement aggravé et que la condamnation a été confirmée par les juridictions supérieures. À ce sujet, l'auteur n'a pas allégué qu'il avait été condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux au moment où elles avaient été commises. Il n'a pas non plus allégué que la peine prononcée était plus grave que celle qui était applicable au moment où l'infraction avait été commise ou qu'il existait une loi postérieure à la commission de l'infraction, prévoyant une peine plus légère. Par conséquent, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ce grief aux fins de la recevabilité et conclut que cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.12 Le Comité relève que l'auteur a invoqué l'article 26 du Pacte et affirme que les lois n° 15737 et n° 15848 ont été appliquées différemment parce que, à la différence de la loi d'amnistie (n° 15737), la loi n° 15848 exigeait une décision du pouvoir exécutif qui devait déterminer si les faits instruits tombaient ou non sous le coup de cette loi. Il note que les lois n° 15737 et 15848 sont différentes dans leur nature et dans leur champ d'application et que l'auteur n'a pas montré qu'il avait été l'objet d'une discrimination dans l'application de cette même loi par rapport à d'autres personnes se trouvant dans une situation analogue à la sienne. Par conséquent, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé son grief aux fins de la recevabilité et conclut que cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

9. En conséquence, le Comité décide :

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif ;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur.